

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/16/Add.1/Rev.3

17 octobre 1997

(97-4535)

## Comité des pratiques antidumping

### RAPPORTS SEMESTRIELS PRESENTES AU TITRE DE L'ARTICLE 16.4 DE L'ACCORD

#### Révision

1. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de lutte contre le dumping pendant la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996:

Afrique du Sud	Namibie
Bahreïn	Norvège
Brunéi Darussalam	Ouganda
Chypre <sup>1</sup>	Pakistan
Cuba	Paraguay
Egypte	Philippines
Emirats arabes unis	Pologne
Fidji	République dominicaine
Honduras	République slovaque
Hong Kong	République tchèque
Hongrie	Roumanie
Indonésie	Sénégal
Islande	Singapour
Koweït	Slovénie
Liechtenstein	Sri Lanka
Malte	Suisse
Maroc	Uruguay
Maurice	Zambie

2. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions prises par eux en matière de lutte contre le dumping pendant la période susvisée: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Communauté européenne, Corée, Etats-Unis, Guatemala, Inde, Israël, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Thaïlande, Turquie et Venezuela. Ces rapports ont été distribués sous la forme d'une série de documents portant la cote G/ADP/N/16/...

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, Equateur, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée (Rép. de), Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Iles Salomon, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Macao, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Zimbabwe.

---

<sup>1</sup>Ce Membre a indiqué en outre qu'aucun droit antidumping définitif ni aucun engagement n'était en vigueur au 30 juin 1996.